

Changements et permanence de la communication politique dans un contexte numérique : le cas des journalistes belges francophones devenus communicateurs

Article inédit, mis en ligne le 13 juillet 2020.

Lara van Dievoet

Docteure en information et communication de l'Université catholique de Louvain (Belgique), Lara van Dievoet est membre de l'Observatoire de Recherche sur les Médias et le journalisme (ORM). Le présent article est en grande partie issu de sa recherche doctorale (2018) qui portait sur le « passage » de journalistes en politique et la reconstruction des identités professionnelles dans un contexte « d'altérité ». Elle s'intéresse actuellement aux mutations du journalisme à l'ère du mobile, une recherche initiée durant son post-doctorat à l'Académie du journalisme et des médias de l'Université de Neuchâtel (Suisse).

Contact : lara.vandievoet@uclouvain.be

Plan de l'article

Introduction
Combiner recensement et approche compréhensive
Changement et permanence
Vers le recrutement de profils spécialisés ?
Références bibliographiques

RÉSUMÉ

Cet article interroge la professionnalisation de la communication politique en étudiant les transitions professionnelles depuis le journalisme. Notre étude couvre les transitions professionnelles vers la communication politique de journalistes belges francophones effectuées entre 1995 et 2017, une période marquée par les enjeux de la numérisation des partis politiques, des rédactions et des relations presse/politique. Il s'agit de tenter de comprendre ce que le « passage » de journalistes en communication politique révèle des évolutions de la définition de la communication politique, de sa professionnalisation et des compétences identifiées par les acteurs dans un contexte numérique.

Mots clés

Journalisme, communication politique, numérique ; transitions professionnelles.

TITLE

Changes and permanence of political communication in a digital context : the case of Belgian journalists turned communicators

Abstract

This article questions the professionalization of political communication by studying the revolving doors phenomenon between journalism and politics. Our study covers professional transitions of French-speaking Belgian journalists carried out between 1995 and 2017. That period is marked by the issues of digitization for parties, for newsrooms as well as for press / political relations. It is a question of trying to understand what these transitions reveal about political communication, its definition, its professionalization and the competences identified by the actors themselves in a digital context.

Keywords

Journalism, communication, politics, internet ; professional transition

TÍTULO

Cambios y permanencia de la comunicación política en un contexto digital : el caso de los periodistas belgas que se han convertido en comunicadores

Resumen

Este artículo cuestiona la profesionalización de la comunicación política mediante el estudio de las transiciones profesionales desde el periodismo. Nuestro estudio cubre los « pasajes » en la comunicación política de los periodistas belgas francófonos llevados a cabo entre 1995 y 2017. Un período marcado por los problemas de digitalización para los partidos, las salas de redacción y las relaciones con la prensa / política. Se trata de tratar de entender qué revela el « paso » de los periodistas en la comunicación política a la evolución de la definición de la comunicación política, de su profesionalización y de las competencias identificadas por los actores en un contexto digital.

Palabras clave

Periodismo, comunicación, política, Internet ; transiciones profesionales.

INTRODUCTION

Issus de médias locaux et « nationaux », de la radio, de la télévision et de la presse écrite, plus de 103 journalistes belges francophones ont quitté le journalisme pour la communication politique entre 1995 et 2017. Ils ont rejoint les quatre principaux partis francophones - le Parti Socialiste (PS), le Mouvement Réformateur (MR), le centre démocrate Humaniste (cdH) et Ecolo – et sont devenus conseillers en communication, porte-paroles, attachés de presse, membres du service de communication d'un parti ou d'un mandataire, chefs de cabinet ou encore directeurs de la communication. Ce type de trajectoire professionnelle est fréquent dans les équipes de communication des quatre principaux partis belges francophones. À titre d'exemple, fin 2017, parmi les douze attachés de presse répertoriés sur le site du cdH, sept étaient d'anciens journalistes : Jérôme Hardy, attaché de presse de la ministre Alda Greoli, Éric Etienne pour la ministre Marie-Martine Schyns, Marie Minet pour le ministre Carlo Di Antonio, Arnaud Michel pour les groupes cdH de la Chambre des représentants et du Sénat, Sarah Pierre pour le groupe cdH du parlement wallon, Magali Jeumont pour le groupe cdH du parlement bruxellois et Stéphane Cornet pour Claude Rolin, député européen. Notons que Philippe Dourt, qui était conseiller en communication de Benoît Lutgen, président du cdH, est aussi un ancien journaliste. Comme Christophe Cordier, directeur de la communication du MR, Frédéric

ric Cauderlier qui était encore responsable de la communication du Premier Ministre Charles Michel (MR), Marie-Isabelle Gomez, attachée de presse de Paul Magnette (PS) alors Bourgmestre de Charleroi, *etc.* Moins médiatisées que l'inscription de journalistes sur les listes électorales des partis, régulièrement sujette à débat, ces transitions professionnelles vers la communication politique sont largement répandues et constituent 90% des « passages » journalisme-politique que nous avons recensés.

Ces transitions professionnelles s'inscrivent dans un contexte de professionnalisation de la communication politique. La période étudiée (1995-2017) est marquée par « l'importance accrue du rôle des médias dans la communication politique » (Koutroubas et Lits, 2011, p.8) et la montée en puissance du marketing électoral et gouvernemental (Mercier, 2017, p. 20-25). Or, la partie francophone de la Belgique comporte de nombreux niveaux de pouvoir politique (communal, provincial, régional, communautaire, fédéral, et européen) auxquels s'ajoutent les appareils des partis. La conjonction de ces facteurs entraîne une demande importante en communicateurs politiques.

Les mutations numériques qui touchent le journalisme et la communication caractérisent également la période couverte par notre recherche. Dans la foulée de celui du quotidien *Le Soir*, mis en ligne en 1996, les premiers sites d'informations de Belgique francophone se développent, bien que plus lentement qu'ailleurs (Degand, 2012, p.500). La généralisation du journalisme web est accompagnée par l'apparition, puis la progression spectaculaire des réseaux socionumériques et de la consultation sur mobile. La communication politique, elle aussi, devient numérique.

Dans ce contexte, quelles sont les caractéristiques des journalistes qui passent en communication politique ? Pour quels types de fonctions sont-ils recrutés ? Comment les identités professionnelles de ces acteurs se recomposent-elles ? Leurs profils et les compétences qu'ils mobilisent évoluent-ils au cours de la période, face à l'essor de la communication numérique ? Il s'agit de tenter de comprendre ce que ces transitions professionnelles du journalisme à la politique révèlent des évolutions de la communication politique dans un contexte de transformation numérique.

Quitter le journalisme pour la politique, c'est quitter une rédaction et un environnement professionnel, à un « instant t ». Dans la continuité des travaux d'André Balleux et Thérèse Perez-Roux sur les parcours d'enseignants, nous estimons cependant que la transition professionnelle ne se réduit pas à ce « passage », mais « s'inscrit dans un temps chronologique, celui d'un parcours de vie, autant que dans un temps kairologique, celui de l'instant. » (2013, p.102) Nous partageons le constat fait par les auteurs : « malgré les désajustements qu'elle occasionne ou dont elle est la conséquence, la transition peut révéler des formes de continuité ; dans ce cas, la personne, dans son rapport aux situations, recrée un sens en adéquation avec la nouvelle réalité. » (2013, p. 110)

COMBINER RECENSEMENT ET APPROCHE COMPRÉHENSIVE

Cette recherche s'appuie sur le recensement, inédit en Belgique francophone, des communicateurs politiques qui ont un passé de journalistes d'information générale, économique ou sportive et dont la transition professionnelle a eu lieu entre 1995 et 2017. La plupart de ces transitions professionnelles sont discrètes. Ce recensement est le résultat du croisement de sources complémentaires durant les dix années de la recherche (2008-2018) : veille médiatique, analyse de revues professionnelles et scientifiques, recherches sur les sites web des partis et ceux des médias, analyse de blogs et de profils sur les réseaux socionumériques LinkedIn et Facebook et interrogation systématique des acteurs en fin

d'entretien de recherche. Nos conversations avec d'autres chercheurs et avec des journalistes de notre connaissance ont également permis d'étoffer la liste établie.

Le recensement a permis la description de la population étudiée (voir ci-dessous) et la constitution d'un échantillon d'acteurs. En effet, la recherche se fonde également sur la réalisation d'entretiens semi-directifs à caractère biographique avec un échantillon de 31 des 103 acteurs recensés. Trois vagues d'entretiens (2008-2009, 2015 et 2017) ont été menées sur une période de 9 ans. Le recensement de la population étudiée et les entretiens ayant été effectués en parallèle, nous avons constitué un échantillon d'acteurs « caractéristiques » de la population recensée (Quivy et Van Campenhoudt, 2011, p. 149) et significatif (Derèze, 2009, p. 112). Il reflète les caractéristiques générales et la diversité de cette population. Notons que c'est le principe de « saturation » (Bertaux, 2016) qui a déterminé l'arrêt de la dernière vague d'entretiens.

Parallèlement à cela, nous avons mené 13 entretiens avec des rédacteurs en chef, rédacteurs en chef adjoints et responsables de services politiques de médias, dans une perspective diachronique (2008 et 2017). Afin d'affiner nos pistes d'interprétation et de confronter les données recueillies, nous avons également rencontré en 2017-2018 quatre acteurs politiques issus des principaux partis belges francophones (MR, PS, cdH et Ecolo) et ayant recruté des journalistes pour des fonctions de communication politique.

CHANGEMENT ET PERMANENCE

Des profils médiatiques traditionnels

Le recensement de la population des journalistes devenus communicateurs politiques permet d'en retracer les caractéristiques. Contrairement aux journalistes qui embrassent une carrière de mandataires politiques et qui ont des profils audiovisuels, la majorité (55) de ceux qui deviennent communicateurs politiques sont issus de la presse écrite. Nous avons recensé 47 journalistes issus de rédactions audiovisuelles et un ex-journaliste de l'agence de presse Belga. L'ensemble des professionnels concernés sont issus de médias dits « traditionnels », un constat qui correspond à la rareté de médias pure players en Belgique francophone. Notons cependant que l'ensemble des médias traditionnels ont mis en place des rédactions web et que seuls deux des 103 communicateurs recensés ont été webjournalistes (pour des rédactions de presse écrite).

Ces communicateurs politiques travaillent ou ont travaillé pour les quatre principaux partis belges francophones. Les trois familles politiques traditionnelles (socialistes, libéraux et démocrates humanistes) ont embauché un nombre comparable de journalistes pour assurer leur communication, tandis que le parti Ecolo en a recruté 50% de moins. Cette répartition est à mettre en relation avec la place historique des partis et le poids électoral de ces quatre formations politiques sur la période étudiée. Deux journalistes ont été recrutés par des partis néerlandophones, le VLD (parti libéral) et le sp.a (parti socialiste).

Les transitions professionnelles entre journalisme et politique ne sont pas anodines. Journalisme et politique – et par extension, la communication politique –, sont des espaces professionnels que nous qualifions « d'espaces d'altérité ». En effet, la déontologie journalistique insiste sur le caractère incompatible de l'exercice simultané du journalisme et de fonctions politiques ou de communication. Notre travail (van Dievoet, 2018) a mis en évidence l'importance et la persistance du sentiment d'appartenance au journalisme d'une part et la connotation négative de l'engagement politique des journalistes dans la « grammaire journalistique » (Lemieux, 2000) d'autre part. Les identités journalistiques

se construisent en opposition à un engagement politique. Des retours au journalisme après un intermède en communication politique sont cependant acceptés dans certains cas (van Dievoet, 2018). Parmi les 103 communicateurs politiques issus du journalisme recensés, 29 ont retrouvé une rédaction et six de ces acteurs ont effectué un deuxième « passage » en politique. Deux d'entre eux ont à nouveau rejoint le journalisme, effectuant un double aller-retour.

La valse des intitulés de fonctions

Nous avons opté pour l'utilisation du terme « communicateur » qui met davantage l'accent sur le caractère professionnel de l'exercice de la communication (de Saint-Georges, 2010, p. 175) que celui de « communicant ». Dans le cadre de la présente recherche, nous qualifions de « communicateur politique » un collaborateur qui exerce une fonction de communication stratégique ou de relations presse pour un parti politique ou un mandataire.

Les fonctions exercées par les collaborateurs politiques issus du journalisme que nous avons recensés sont, à plus de 90%, des fonctions entrant sans équivoque dans le champ de la communication et des relations presse : attaché de presse, porte-parole, conseiller en communication, responsable de la communication ou directeur de la communication. Les anciens journalistes devenus directeurs de cabinet disent également exercer des missions de communication et de relations presse. Si des intitulés tels que « collaborateur », « conseiller » ou « attaché parlementaire » ne permettent pas de déterminer s'il s'agit d'une fonction de communication, ils ne l'excluent cependant pas. À titre d'exemple, deux entretiens menés en 2015 révèlent que les attributions de collaborateurs parlementaires comprennent des fonctions de communication, notamment de relations presse. En outre, un journaliste de l'échantillon a été recruté en tant qu'expert thématique avant d'exercer une fonction de communication. Il est intéressant de noter que certains de ces titres de fonctions sont utilisés de manière interchangeable par les acteurs, tant dans les propos tenus lors des entretiens de recherche que sur leurs profils LinkedIn ou dans des articles de presse. Dans la pratique, la personne responsable de la communication d'un ministre ou d'un bourgmestre, par exemple, semble pouvoir être désignée par les titres d'attaché de presse, de porte-parole, de responsable de la communication, de directeur de la communication et, dans certains cas, de chef de cabinet. L'analyse du recensement effectué et des entretiens de recherche indique donc que la communication politique désigne des fonctions et des missions multiples et qui ne sont pas mutuellement exclusives. Certains acteurs rencontrés font une distinction dans leurs propos entre les fonctions relevant des relations presse et celles relevant de la communication stratégique mais ce n'est pas toujours le cas et cela semble dépendre de la taille des équipes de communication. Les fonctions identifiées ne font pas spécifiquement référence à des compétences numériques. Nous n'avons pas recensé d'intitulés de fonction du type « community manager » ou « responsable de la communication web ». Un constat qui rejoint la description que les acteurs rencontrés font de leurs attributions.

La permanence des compétences mobilisées

La pratique de la communication et celle du journalisme ont évolué durant la période étudiée. Les communicateurs interrogés décrivent des relations presse-politique marquées par l'immédiateté du web et l'utilisation des réseaux socionumériques par les communicateurs mais également par les journalistes. Un responsable de la communication évoque par exemple le fait que les journalistes publient des informations sur Twitter en temps réel durant les conférences de presse.

Les entretiens menés avec des responsables de rédactions en 2017 soulignent que le travail des communicateurs politiques – qu'ils soient ou non issus du journalisme – évolue et qu'ils profitent des possibilités de ces réseaux pour tenter de communiquer directement avec leurs publics.

« Oui, ça a changé un certain nombre de choses puisque, quand un homme politique avait parfois eu une idée, une pensée, même parfois courte, et qu'il avait envie de la faire passer, il avait des contacts avec des journalistes. Maintenant il balance ça sur les réseaux sociaux. Les hommes politiques essayent de se passer des journalistes, ils essayent vraiment de dire : « On va avoir nous-mêmes, producteurs de contenus, un contact direct avec l'audience et nos militants ! » (Jean-Pierre Jacqmin, directeur de l'information de la RTBF).

Cette communication plus directe ne remplace pas les relations presse et la présence d'interviews politiques dans les médias d'information mais vient s'y ajouter.

Les compétences journalistiques que les ex-journalistes disent mobiliser dans l'espace politique ne sont cependant pas directement liées au numérique. La plupart d'entre eux ne sont pas en charge de cet aspect de la communication. Les quelques acteurs qui opèrent des tâches de communication digitale se considèrent comme autodidactes et mettent en avant un intérêt personnel pour ce domaine.

Les acteurs rencontrés sont unanimes : leurs compétences journalistiques comportent une valeur ajoutée importante dans l'exercice d'une fonction de communication politique. Ils décrivent cependant des techniques et des méthodes journalistiques que nous qualifions de « traditionnelles ». Outre la connaissance des matières et enjeux politiques et d'une grille de lecture journalistique des événements, les compétences mises en avant rejoignent les dimensions de l'expression développées par Roland Barthes (1985) et qu'Erik Neveu applique au journalisme : *inventio*, *dispositio* et *elocutio*. (Neveu, 2013, p. 67-72)

« L'*inventio* désigne la dimension de rassemblement des informations, de sélection des cadres interprétatifs qui vont permettre de traiter une question (ce que fait l'étudiant ou le journaliste qui réunit les matériaux de son article ou de sa dissertation). La *dispositio* peut être associée à une logique du plan, du choix d'un format d'expression qui met en forme et organise l'enchaînement des éléments ainsi réunis. L'*elocutio*, enfin, désigne le travail sur le matériau linguistique même : choix des formules, d'images qui vont mobiliser l'attention du public. » (Neveu, 2001, p. 67)

L'*inventio* se traduit ici par la mobilisation de méthodes de recueil d'informations journalistique dans l'exercice d'une fonction de communication politique. Certains acteurs déclarent utiliser des techniques qu'ils qualifient d' « investigation », ils entendent par-là la diversification de leurs sources et le fait de recouper les informations. De nombreux acteurs mettent également en avant des techniques d'écriture qui relèvent de la *dispositio* : les capacités de synthèse, de vulgarisation et d'adaptation à son public. Enfin, l'*elocutio* est caractérisé par des techniques d'écriture et de narration qui permettent la rédaction de contenus, notamment des communiqués de presse et des rapports sur les sujets couverts. « J'ai écrit des textes qui étaient quasi nickels pour être publiés [tels quels par des médias]. Il y a un cas où il a été publié et c'est devenu un débat en société des rédacteurs », se souvient un communicateur issu de la presse écrite.

Des compétences journalistiques qui relèvent de l'*inventio*, de la *dispositio* et de l'*elocutio* pourraient également s'appliquer à la communication web. Mais ce n'est pas la réalité décrite par les acteurs. Bien sûr, la recherche couvrant des transitions professionnelles réalisées depuis 1995, certains acteurs n'ont pas connu l'apparition des sites web des rédactions ou l'utilisation des réseaux socionumériques en tant que journalistes. Le constat reste cependant pertinent pour les passages les plus récents : ce sont des compétences de communication « traditionnelles » et non liées au Web qui sont évoquées et mises en valeur.

Une dissociation des fonctions

Si les acteurs rencontrés n'associent pas ou très peu expérience journalistique et compétences numériques, il semble également qu'ils n'aient pas été recrutés pour ce type de compétences. Ce constat correspond au fait que seuls deux des 103 communicateurs politiques issus du journalisme recensés ont une expérience de webjournaliste. L'analyse des entretiens menés en 2017-2018 avec des mandataires politiques qui ont recruté des journalistes et des communicateurs issus du journalisme met cependant en évidence l'importance croissante d'une expertise numérique – en particulier de la maîtrise de la communication sur les réseaux sociaux – dans l'exercice de fonctions de communication politique. Les relations presse sont distinguées de la communication numérique :

« On communique vers le grand public avec les réseaux sociaux tout à fait différemment de la façon dont on communique vers la presse, à travers des communiqués de presse ou des coups de fil en off. C'est un travail qui est vraiment complètement différent. » (Christophe Cordier, ancien journaliste et directeur de la communication du MR)

L'analyse de l'entretien de Benoît Lutgen, alors président du cdH, montre qu'il distingue la communication stratégique de la communication opérationnelle. Il estime que la nécessité de profils spécialisés dans la gestion des réseaux sociaux va mener au recrutement de communicateurs opérationnels plus jeunes et qui ne seront probablement pas issus du journalisme. Une des dernières transitions journalisme/politique recensées, celle de Sabrina Berhin, fait figure d'exception et appuie également cette hypothèse. Ex-députée wallonne et sénatrice, Valérie Debue (MR) est devenue ministre en juillet 2017 à la suite d'un changement de gouvernement en Région wallonne. Elle a dû former rapidement un cabinet et a engagé Sabrina Berhin, chef d'édition chez Sudpresse et ex-journaliste web comme attachée de presse. Valérie Debue explique que ce sont une « sensibilité » et une « expertise » liées au Web et aux réseaux sociaux qui l'ont convaincue :

« Moi j'avais souhaité avoir une personnalité qui connaît bien les réseaux sociaux, les nouvelles applications, à part Facebook et Twitter, qui sont plus traditionnels, mais qui connaissent aussi Instagram par exemple et d'autres possibilités. Et j'ai eu différents CV et je ne vous cache pas qu'au mois de juillet et au mois d'août, j'ai eu énormément de CV. Et dans cette série-là, j'avais été attirée par une certaine sensibilité, une certaine expertise, malgré qu'elle soit jeune. C'est cette génération-là qui a grandi avec les ordinateurs et les réseaux sociaux, donc ça m'avait effectivement attirée. Et dans l'équipe, il y a énormément de jeunes, la petite trentaine, qui sont - non seulement dans les matières mais aussi dans la manière de communiquer - qui sont peut-être plus au fait de tout ça que quelqu'un, par exemple, qui a 50 ans et qui n'a pas nécessairement évolué avec ces mêmes outils depuis le début de sa carrière. Donc c'est important de pouvoir compléter et d'avoir une équipe assez diversifiée à ce niveau-là. »

La tendance semble être à la professionnalisation de la communication web, dont les compétences spécifiques se distinguent des compétences mobilisables par les ex-journalistes de l'échantillon. Nous constatons également dans le discours de responsables politiques une association entre jeunesse et maîtrise des réseaux sociaux, ainsi qu'un flou autour des compétences précises que suppose cette expertise numérique.

CONCLUSION

L'analyse montre que les attentes, les rythmes et les conditions de travail des communicateurs politiques sont en mutation. Notre analyse des passages du journalisme à la communication politique sous l'angle de la transition professionnelle met cependant au jour

une recomposition des identités professionnelles marquée par la continuité avec leurs anciennes fonctions et la prégnance de la référence aux valeurs « traditionnelles » du journalisme, telles l'objectivité ou la recherche de la vérité. Les acteurs articulent également leurs nouvelles identités professionnelles autour de compétences journalistiques, en particulier des savoir-faire liés à l'écriture et à la recherche d'informations. Si certains ont développé des compétences numériques acquises de manière autodidacte – donc pas au sein d'une rédaction - ils l'évoquent très peu. Rappelons à ce sujet que seuls deux acteurs recensés étaient journalistes web et que les sites web des rédactions se sont développés plus lentement qu'ailleurs (Degand, 2012, p.500).

Comme les représentations et les compétences, les rôles exercés frappent par leur permanence. Jusqu'à présent, les compétences numériques semblent avoir eu peu d'influence dans le recrutement des journalistes qui ont rejoint l'espace politique. S'ils occupent des fonctions aux intitulés variés, les tâches qui leur ont été confiées durant la période étudiée sont surtout liées à leur capacité à communiquer avec les médias traditionnels ou à exercer des fonctions de communication stratégique.

Il faut souligner le poids des relations presse et la permanence qui caractérise ces dernières dans le contexte belge francophone. En effet, les relations humaines et les contacts directs entre les journalistes et leurs sources restent centraux, tant pour les acteurs de notre échantillon que pour les responsables de rédaction et les dirigeants politiques interrogés. En outre, notre analyse souligne (van Dievoet 2017 et 2018) que, pour l'instant, les évolutions numériques ne remettent pas en cause la description des relations presse/politique en termes de coopération conflictuelle et d'amour/haine (Charron, 1989 ; Le Bohec, 1997 ; Legavre, 2011). Dans ce contexte, le recrutement de journalistes dans des fonctions de communication politique garde une valeur stratégique.

La maîtrise des codes du numérique se positionne également comme une compétence importante et il semble que les futurs recrutements pour des postes de communication politique en tiendront compte. L'analyse de certains des entretiens menés en 2017-2018 avec des responsables politiques met en évidence que la maîtrise des techniques de publication, des formats et des codes du Web et des réseaux socionumériques émerge comme un ensemble de compétences nécessaires au sein des équipes de communication.

En révélant le peu d'importance de la dimension numérique dans le recrutement de communicateurs politiques issus du journalisme entre 1995 et 2017 en Belgique francophone, la présente recherche met en lumière une absence d'anticipation et une incertitude des acteurs politiques face aux évolutions de la communication politique.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Bertaux, Daniel (2016), *Le récit de vie*, Paris : Armand Colin.

Broustau, Nadège ; Francoeur, Chantal (dir.) (2017), *Relations publiques et journalisme*, Gatineau : Presses de l'Université de Québec, p. 189-212.

Charron, Jean (1989), « Relations Between Journalists and Public Relations Practitioners : Cooperation, Conflict and Negotiation », *Canadian journal of communication*, vol. 14, n° 2, p. 41- 54.

Degand, Amandine (2012), *Le journalisme face au web : reconfiguration des pratiques et des représentations professionnelles dans les rédactions belges francophones* (thèse de doctorat), Louvain-La-Neuve : Université catholique de Louvain.

Derèze, Gérard (2009), *Méthodes empiriques de recherche en communication*, Bruxelles : Éditions De Boeck Université.

Dubar, Claude ; Tripier, Pierre (2009), *Sociologie des professions (3e édition)*, Paris : Armand Colin.

Dubar, Claude (2009), *La socialisation : construction des identités sociales et professionnelles (2e édition)*, Paris, Armand Colin.

Koutroubas, Theodoros ; Lits, Marc (2011), *Communication politique et lobbying*, Bruxelles : De Boeck.

Legavre, Jean-Baptiste (2011), « Entre conflit et coopération. Les journalistes et les communicants comme « associés-rivaux », *Communication & langages*, vol. 2011, n° 169, p 105-123.

Le Bohec, Jacques (1997), *Les rapports presse-politique - Mise au point d'une typologie idéale*, Paris : L'Harmattan.

Lemieux, Cyril (2000), *Mauvaise presse – Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris : Éditions Métailié.

Mercier, Arnaud (dir.) (2017), *La communication politique*, Paris : CNRS Éditions.

Neveu, Erik (2001), *Sociologie du journalisme*, Paris : Éditions La Découverte.

Sinaga, Simon ; Callison, Coy (2008), « Credibility of PR practitioners : The impact of professional journalism background on trustworthiness, expertness and homophily evaluation », *Public Relations Review*, n° 34, p. 291-293.

Van Dievoet, Lara (2017), « Les journalistes devenus communicants politiques. Miser sur la confiance et la connaissance des codes. » (p. 189-212) in Broustau, Nadège ; Francoeur, Chantal (dir.) (2017), *Relations publiques et journalisme*, Gatineau : Presses de l'Université de Québec.

Van Dievoet, Lara (2018), *Journalistes dans l'espace politique. Construction des identités professionnelles en altérité* (thèse de doctorat), Université catholique de Louvain, 261 p.

Quivy, Raymond ; Van Campenhoudt, Luc (1995), *Manuel de recherche en sciences sociales* (2e édition), Paris : Dunod.